



**HAL**  
open science

## Salvador, les défis du renouvellement, le FMLN et les élections de 2003 et 2004

David Garibay

► **To cite this version:**

David Garibay. Salvador, les défis du renouvellement, le FMLN et les élections de 2003 et 2004. Problèmes d'Amérique Latine, 2004, N° 54, pp.33-52. halshs-00239480

**HAL Id: halshs-00239480**

**<https://shs.hal.science/halshs-00239480>**

Submitted on 5 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## SALVADOR, LES DEFIS DU RENOUVELLEMENT. LE FMLN ET LES ELECTIONS DE 2003 ET 2004

---

David GARIBAY<sup>1</sup>

L'élection présidentielle du 21 mars 2004 s'est soldée par une victoire sans appel de Elías Antonio Saca, le candidat de *Alianza Republicana Nacionalista* (ARENA), le parti au pouvoir. Dans un contexte de forte participation (66,3%, soit un niveau sans précédent dans l'histoire électorale du pays depuis 1982), Tony Saca s'impose dès le premier tour avec 57,7 % des voix. Après une brillante réussite comme journaliste sportif, chef d'entreprises dans la presse, puis président de l'association patronale, le jeune dirigeant d'ARENA, né en 1965, offre à son parti sa quatrième victoire de suite à l'élection présidentielle.

Le grand battu de l'élection est Shafick Hándal. Dans une élection extrêmement polarisée, dans laquelle les autres candidats ont été totalement marginalisés, le dirigeant historique du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN) rallie 35,7 % des voix. La réaction du parti est à l'image d'une campagne menée sur un ton triomphaliste. Alors même que les observateurs ont souligné le déroulement correct de la procédure électorale, en dépit de problèmes localisés, la direction du FMLN conteste ouvertement le résultat et affirme l'existence d'une fraude massive.

L'ampleur de la victoire d'ARENA et de la défaite du FMLN sont indéniables. L'écart très important entre les deux partis paraît d'autant plus surprenant qu'un an plus tôt, à l'occasion des élections législatives et municipales de mars 2003, les deux formations étaient au coude à coude. L'ancienne guérilla dépassait même symboliquement son adversaire (34,0% des voix et 31 députés contre 31,9 % et 27 députés) et confirmait ses récents succès municipaux, en particulier dans la capitale et son agglomération.

En réalité, ces deux scrutins doivent être restitués dans le contexte de la vie politique salvadorienne depuis la signature en janvier 1992 de l'Accord de Paix entre le gouvernement et le FMLN. La succession de trois scrutins présidentiels (1994, 1999, 2004) et de quatre élections législatives (1994, 1997, 2000, 2003) a conduit à l'expression d'une polarisation croissante, sur l'arène électorale, entre les deux anciens ennemis. Si ARENA s'est imposée systématiquement à l'élection présidentielle avec plus de 20 points d'écart, les deux partis sont à égalité lors des scrutins législatifs depuis 1997. Par ailleurs, l'audience du FMLN s'est

---

<sup>1</sup> David Garibay est docteur en science politique (Institut d'Etudes Politiques de Paris), et ATER à l'Université de Versailles Saint-Quentin (david.garibay@wanadoo.fr). L'auteur remercie Willibald Sonnleitner pour ses apports à cet article par ses commentaires et ses critiques.

stabilisée autour d'un tiers des voix à toutes les élections. Cette situation paraît exceptionnelle à un double titre : d'une part, au regard de la réussite institutionnelle d'une forme particulière de transition démocratique qui a été qualifiée comme une « transition insurgée »<sup>2</sup> ; d'autre part, en raison du succès électoral postérieur d'un parti issu de la guérilla dans un paysage politique qui reflète de manière pacifique l'opposition qui était au cœur du conflit armé<sup>3</sup>.

En cela, le FMLN a montré depuis 1994 sa capacité à devenir un parti politique capable de refléter une option partisane au sein de la société salvadorienne ; sa réussite a largement reposé sur sa capacité à se déconnecter du contexte spécifique de sa genèse en tant que parti politique, liée aux Accords de paix. L'émergence de nouveaux clivages, le renouvellement du discours revendicatif, la gestion locale témoignent de cette évolution. Or si les élections de 2003 et 2004 ne modifient pas l'équilibre politique général, elles constituent néanmoins pour le pays en général, et pour le FMLN plus particulièrement, un point d'inflexion. De manière très forte par rapport aux élections antérieures, la polarisation extrême entre les deux formations a été l'occasion d'une forme de retour des clivages liés à la guerre civile, d'autant que les autres options partisans ont été laminées, certains partis ayant même perdu le droit de se représenter. La défaite électorale d'une des figures historiques de la lutte armée ouvre la porte pour un renouvellement important au sein du parti, qui marquera peut-être, non sans tensions et disputes, une deuxième période au sein du FMLN : celle de l'affirmation de nouveaux cadres dirigeants, dont la légitimité provient de leur action municipale.

## 1. LA REUSSITE DE L’AFFIRMATION DU FMLN COMME PRINCIPALE ALTERNATIVE POLITIQUE

Au moment de la négociation de la fin de la guerre civile au Salvador, rien ne permettait de présager favorablement de la capacité du FMLN à se transformer effectivement en parti politique et à réussir à s'implanter durablement dans l'arène électorale. Les difficultés à remettre effectivement tout son arsenal et à négocier d'une seule voix la mise en œuvre des Accords entre 1992 et 1994 ont montré les tensions qui traversaient l'organisation. Pourtant dix ans plus tard, le succès est indéniable. Le FMLN n'est pas parvenu au pouvoir central, mais le parti est devenu la principale alternative à ARENA et il gouverne au niveau local deux tiers de la population. L'expérience est exceptionnelle au regard d'autres cas semblables. Elle repose largement sur la capacité du parti à se déconnecter du contexte de la guerre civile et de sa résolution négociée, comme le démontre la stabilité de son électorat et l'évolution de ses références internes.

### *La genèse particulière du FMLN entre lutte armée et paix négociée*

Confrontés à la perspective d'une nouvelle victoire révolutionnaire en Amérique centrale, les États-Unis ont mis en œuvre au début des années 1980 dans l'ensemble de l'isthme une stratégie qui mêlait assistance militaire et tentative de légitimation du régime par l'organisation d'élections et passage du pouvoir aux civils. Au Salvador, après l'élection constituante de 1982, la succession d'élections présidentielles (tous les 5 ans à partir de 1984)

<sup>2</sup> Elisabeth Wood a proposé ce qualificatif pour les cas de transitions démocratiques issues d'une négociation entre les gouvernements en place et des acteurs insurgés. Cf. Elisabeth Wood, *Forging Democracy from below, Insurgent transitions in South Africa and El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

<sup>3</sup> La réussite électorale d'un parti issu d'une guérilla à la suite d'un processus de paix est exceptionnelle. Des négociations ont eu lieu en Colombie (1990-1991), au Guatemala (1996) et au Nicaragua (depuis 1990). Seuls certains groupes issus de l'ancienne guérilla colombienne ont connu un succès électoral, mais il a été aussi fulgurant qu'éphémère. Pour une analyse comparée de ces processus, cf. Cynthia Arnson (dir.), *Comparative peace processes in Latin America*, Washington, Woodrow Wilson Center, 1999.

et législatives et municipales (tous les 3 ans à partir de 1985) concourt à établir, alors même que le conflit armé se poursuit, une scène politique avec un pluralisme limité, où s'affrontent principalement ARENA, partisan d'une ligne dure et militaire, et le Parti démocrate-chrétien, davantage réformiste. À partir de 1989, avant la fin du conflit, une partie de la gauche décide de participer aux élections, concourant ainsi à la progressive légitimation de l'arène électorale<sup>4</sup>.

C'est dans ce cadre institutionnel qu'est négociée la paix. Les Accords de paix prévoyaient la démobilisation des effectifs du FMLN et sa transformation en un parti qui serait autorisé légalement, dès sa démobilisation, à concourir aux élections. Ils introduisent des changements en matière de réglementation électorale, en particulier sur la composition du Tribunal suprême électoral, mais ne modifient ni le calendrier, ni le mode de scrutin. Aucune mesure spécifique n'est prévue pour faciliter la participation du FMLN, ou pour lui garantir une représentation minimale. Cette situation conduit l'ancienne guérilla à devoir s'adapter très rapidement aux règles électorales, et à devenir un parti comme les autres en vue des scrutins présidentiels, législatifs et municipaux de 1994. L'urgence de la tâche, dans la période très spécifique de mise en œuvre de l'Accord de paix, se traduit par un décalque des hiérarchies militaires dans l'organisation du parti et dans le choix des candidats.

Exceptionnelles au sens où il s'agit des premières élections pluralistes dans le pays depuis 1932, les « élections du siècle »<sup>5</sup> de 1994 vont représenter un défi particulier pour le FMLN. Bien qu'il obtienne un résultat significatif, le parti a sous-estimé l'influence de ses adversaires, et en particulier d'ARENA qui bénéficie à la fois d'un fort crédit en raison de son rôle dans la négociation de la paix et d'un « vote de la peur »<sup>6</sup>, tout particulièrement dans les régions affectées par la guerre. Il va se trouver marginalisé de toute capacité d'influence dans la vie institutionnelle du pays, non seulement au niveau du pouvoir central, mais également au niveau local. La situation peut apparaître d'autant plus critique que les élections se soldent par une importante scission<sup>7</sup>.

**Tableau 1 : Résultats des élections législatives au Salvador 1994-2003**

PARTI	1994			1997			2000			2003		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
PCN	83 520	6,21	4	97 362	8,7	11	106 802	8,82	14	181 167	12,95	16
ARENA	605 775	45,03	39	396 301	35,39	28	436 169	36,04	29	446 279	31,91	27
PDC	240 451	17,87	18	93 545	8,35	9	87 074	7,19	5	101 854	7,28	5
Autres	67 887	5,05	1	123 541	11,03	6	88 865	7,34	2	105 207	7,52	0
CD/CDU	59 843	4,45	1	39 145	3,5	2	65 070	5,38	3	89 090	6,37	5
FMLN	287 811	21,39	21	369 709	33,02	27	426 289	35,22	31	475 130	33,97	31
<b>TOTAL</b>	<b>1 345 277</b>		<b>84</b>	<b>1 119 603</b>		<b>84</b>	<b>1 210 269</b>		<b>84</b>	<b>1 398 727</b>		<b>84</b>

PCN : Partido de Conciliacion Nacional

PDC : Partido Democratico Cristiano

CD / CDU : Convergencia Democratico / Centro Democratico Unido

<sup>4</sup> Olivier Dabène, « Élections en Amérique centrale, 1989-1991 », *Problèmes d'Amérique latine*, 2, juillet 1991, p.3-20.

<sup>5</sup> Manuel Alcántara Sáez, « El Salvador : les 'élections du siècle' », *Problèmes d'Amérique latine*, 15, octobre 1994, p.73-85.

<sup>6</sup> Leonard Wantchekon, « Strategic voting in conditions of political instability : the 1994 elections in El Salvador », *Comparative Political Studies*, 32, 7, octobre 1999, p.810-834.

<sup>7</sup> Deux tiers des élus et des cadres dirigeants demeurent au sein du FMLN, un tiers choisit de créer une nouvelle formation, sur une ligne politique plus modérée. La représentation parlementaire du FMLN se trouve ainsi réduite à 14 députés (sur 84) et 12 maires (sur 262).

Paradoxalement, la défaite et la division sont l'occasion d'un renforcement du parti, qui se traduit par une progression électorale sensible. Les élections législatives et municipales de 1997 reflètent un équilibre entre ARENA et le FMLN<sup>8</sup>. La progression de ce dernier, (+ 11 points de pourcentage), et le fort discrédit du parti au pouvoir, dans un contexte de baisse de la participation, conduisent à mettre les deux formations quasiment à égalité. ARENA doit compter sur d'autres partis pour conserver le contrôle de l'Assemblée. Le FMLN remporte un succès éclatant au niveau local, où il gagne plus de 50 municipalités, dont San Salvador, les principales villes de son agglomération et de nombreuses capitales départementales.

Depuis lors, les résultats électoraux expriment une étonnante stabilité. Le FMLN obtient autour d'un tiers des voix. Il consolide ses succès locaux, en remportant avec régularité les villes les plus importantes du pays. Il rivalise avec ARENA aux élections législatives, en obtenant des résultats et un nombre de sièges de députés équivalents, voire très légèrement supérieurs. Mais il est toujours distancié à l'occasion des élections présidentielles par une marge de plus de 20 points.

**Tableau 2 : Résultats des élections présidentielles au Salvador 1994-2004**

PARTI	Candidat	1994				1999				2004				
		1 <sup>er</sup> tour		2 <sup>e</sup> tour		Voix		%		Candidat		Voix		%
		Voix	%	Voix	%		Voix	%		Voix	%		Voix	%
PCN	Roberto Escobar Garcia	70854	5,34			Hernán Contreras	45140	3,82	Rafael Machuca	61781	2,71			
ARENA	Armando Calderón Sol	651632	49,11	818264	68,35	Francisco Flores	614268	51,96	Antonio Saca	1314436	57,71			
PDC	Felix Chávez Mena	215936	16,27			Rodolfo Parker	67207	5,68	Héctor Silva	88737	3,9			
CD/CDU	Rubén Zamora	331629	24,99	378980	31,65	Rubén Zamora	88640	7,5						
FMLN						Facundo Guardado	343472	29,05	Shafick Handal	812519	35,68			
Autres		56785	4,28				23521	1,99						
<b>TOTAL</b>		1326836		1197244			1182248			2227473				

En 1994, Rubén Zamora était candidat au nom d'une coalition FMLN/CD

En 2004, Hector Silva était candidat au nom d'une coalition CDU/PDC

### *La consolidation d'une importante assise électorale*

En obtenant autour d'un tiers des voix à toutes les élections, le FMLN a prouvé qu'il était devenu la principale alternative à ARENA. La fidélisation d'un électorat à un tel niveau sur

<sup>8</sup> Pour certains, les résultats de ces élections sont plus extraordinaires que ceux des précédentes, cf. Tommy Sue Montgomery, « El Salvador's extraordinary elections », *LASA Forum*, 27, 1, printemps 1997, p.4-8. Une analyse plus contextuelle montre combien elles ne font que refléter l'équilibre entre les deux formations principales, cf. Frédéric Massé, « La situation politique au Salvador après les élections de 1997 », *Problèmes d'Amérique latine*, 30, juillet 1998, p.93-106.

une décennie est d'ailleurs sans comparaison aujourd'hui, non seulement pour un parti issu d'une guérilla, mais plus largement pour un parti de gauche, dans le reste de l'Amérique latine, à l'exception sans doute du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* au Nicaragua et du *Frente Amplio* en Uruguay.

En effet, dès les élections de 1994, le vote pour le FMLN se caractérise par une sur-représentation des régions urbaines, et tout particulièrement de la capitale et de sa périphérie. Aux législatives, il obtient 29,5 % dans le département de San Salvador (21,7 % au niveau national). Les voix qu'il y recueille représentent plus de 43 % de son électorat total, alors que ce département ne regroupe que 31 % de l'électorat national. Aux élections municipales, il y obtient des résultats significatifs, et des écarts réduits avec ARENA, bien qu'il ne s'y impose que dans une seule municipalité. Le vote pour le FMLN se caractérise également par des résultats décevants dans les anciennes zones de la présence de la guérilla, à quelques exceptions près. La composition de son électorat reflète ainsi davantage celui d'autres partis de gauche en Amérique latine, fortement concentré dans les villes, mêlant un électorat populaire et de classes moyennes, plutôt que l'expression d'une traduction des bases sociales de la guérilla, et traduit ainsi sa rapide capacité à exprimer les évolutions de la société salvadorienne.

Ces tendances demeurent présentes dans la capacité du FMLN à fidéliser, en une décennie, son électorat et à consolider sa position de principale alternative, à partir d'un vote urbain. À l'occasion des élections suivantes, il va systématiquement obtenir ses meilleurs scores dans le département de la capitale (à l'exception de la présidentielle de 1999), et dans les villes les plus peuplées du pays. Or, dans la quasi totalité des villes gagnées en 1997, le parti réussit à s'imposer à nouveau en 2000, puis en 2003, y compris là où des disputes internes conduisent à des tensions entre le maire et le parti, voire à un changement de candidats. L'électorat semble se porter plus sur une préférence partisane que sur des logiques personnelles. L'exemple le plus frappant est constitué par la capitale. Élu maire en 1997, Héctor Silva est réélu trois ans plus tard, avec 56 % des voix. Il bénéficie d'une importante popularité, au-delà des bases de son parti, au sein duquel il maintient une ligne d'ouverture. De ce fait, il apparaît comme un candidat potentiel pour la présidentielle de 2004, ce qui lui vaut d'importantes inimitiés parmi la direction du FMLN. Peu avant les scrutins de 2003, une crise interne le conduit à quitter le parti. Le FMLN présente alors un candidat à la mairie largement inconnu du public, Carlos Rivas Zamora, qui s'impose largement face à une ancienne ministre d'ARENA (49 % contre 41 %).

Pourtant une certaine évolution du vote en faveur du FMLN se dessine depuis plusieurs scrutins, dans le sens d'un progressif rééquilibrage de la répartition du vote au niveau du pays. S'il obtient toujours ses meilleurs résultats dans les villes les plus importantes, la proportion du vote urbain tend à diminuer et à se rapprocher progressivement de la moyenne nationale. Dans le département de San Salvador, et tout particulièrement dans la capitale, le FMLN connaît même depuis 1999 un léger recul<sup>9</sup>. La part des voix recueillies dans le département de San Salvador par rapport à son électorat national est ainsi tombée de 43 % en 1994 à 37 % en 2004. De manière symétrique, il progresse fortement dans certains des départements ruraux où il était auparavant le moins bien implanté.

Une autre évolution significative apparaît dans les anciennes zones d'influence de la guérilla. La comparaison entre présence de la guérilla dans les années 1980 et comportement politique en faveur du FMLN depuis 1994 est un exercice délicat pour deux raisons,

---

<sup>9</sup> Dans la capitale et ses environs, la formation de centre (*Centro Democrático Unido*) dirigée par Rubén Zamora, rallie une partie du vote des classes moyennes et capte une fraction de l'électorat du FMLN. Lors de la présidentielle de 1999, Rubén Zamora obtient 7,5% au niveau national, mais 11,7% dans le département de San Salvador. Lors de la législative de 2003, le CDU, qu'Hector Silva a rejoint, obtient 6,4% au niveau national, mais 12,3% dans le département de la capitale.

l'identification des formes de présence de la guérilla, et la conversion de cette influence en acte de vote. L'identification précise des formes de l'influence territoriale de la guérilla pendant la guerre civile n'est pas évidente *a priori*. Dans une partie du pays (surtout à l'ouest), la guérilla n'a fait que des incursions sporadiques. Au contraire, dans des zones assez localisées des départements frontaliers avec le Honduras (en particulier dans le Chalatenango et le Morazán), ou dans certaines régions d'accès difficile (San Vicente), des groupes de guérilla ont établi des structures de présence permanente, mais ce choix s'est expliqué plus pour des raisons stratégiques (isolement géographique, litiges territoriaux entre les deux pays) que pour une influence sociale et politique antérieure. Enfin sur le tiers du territoire qui a été affecté en permanence par la guerre, la guérilla avait une certaine présence militaire, bénéficiant de soutiens variables de la population, mais sans constituer des « territoires libérés ». La traduction de cette influence diffuse de la guérilla en un comportement électoral favorable au FMLN est d'autant moins immédiate.

Les zones les plus affectées par le conflit ont été celles où le FMLN a maintenu une activité militaire constante. Mais l'armée, voire les organisations paramilitaires, y ont également maintenu une présence permanente. Ce sont les régions où les effets socialement déstructurants à long terme du conflit ont été les plus forts<sup>10</sup>. Au niveau électoral, ce sont aujourd'hui les régions où l'abstention est la plus forte, où le *Partido de Conciliación Nacional*, issu du régime militaire antérieur à 1979, et marqué toujours par une influence de l'armée, obtient ses meilleurs résultats, où les formations partisans liées aux églises protestantes sont les plus influentes, et où la fragmentation de l'électorat est la plus manifeste<sup>11</sup>. De fait, le FMLN n'est parvenu à conserver un vote important dans ses anciennes régions d'influence militaire que là où ses cadres dirigeants ont maintenu une activité militante, à l'image de certaines municipalités des départements du Cuscatlán, du San Vicente et de l'Usulután<sup>12</sup>, ou de manière plus récente dans le Chalatenango, où, à l'occasion des élections municipales, en 1997, 2000 et 2003, il conquiert un nombre significatif de municipalités rurales.

### *Des clivages et des représentations internes en évolution*

Une des raisons de la réussite du FMLN à se consolider au niveau électoral et à devenir la principale alternative de pouvoir réside dans sa capacité à se différencier du contexte particulier de sa genèse. Cette formation présente en effet la particularité d'être un parti issu directement d'une organisation qui a soutenu une lutte armée pendant une douzaine d'années. L'évolution est d'autant plus spécifique qu'elle s'est structurée pour la lutte armée, et non à

<sup>10</sup> Philippe Bourgois montre, pour certaines régions du Salvador, les effets à long terme du conflit armé interne sur les populations civiles, en particulier sur la dissémination de la violence et sur le délitement des structures sociales. Cf. Philippe Bourgois, « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l'après-guerre froide », *Cultures et conflits*, 47, automne 2002, p.81-116.

<sup>11</sup> Ainsi la population du département du Morazán, l'un des lieux de plus fort affrontement armé pendant la guerre civile, a un comportement électoral particulièrement atypique depuis 1994. C'est dans ce département que les partis liés aux églises protestantes ont obtenu leurs résultats les plus significatifs (le *Movimiento de Unidad* obtient 15 % lors des élections législatives de 1997, alors qu'il ne réalise que 2,3% au niveau national). Lors des élections législatives de 2003, c'est également dans ce département que l'écart entre les deux partis principaux et les deux partis suivants est le plus serré, dans une configuration exceptionnelle de « quadri-partisme » : ARENA obtient 25,9%, le FMLN 24,4%, le PCN 22,7% et le PDC 18,2%, ce qui reflète le morcellement des expressions partisans.

<sup>12</sup> Dans une étude récente, Elisabeth Wood analyse en détail les formes et les raisons du soutien, ou non, de la population rurale à la guérilla dans ces trois départements pendant la guerre civile. Elle ébauche également le lien, divers selon les zones, avec un comportement électoral favorable au FMLN dans les années 1990. Cf. Elisabeth Wood, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*. Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

partir d'une organisation partisane qui aurait à un moment particulier fait le choix de la lutte armée, comme une stratégie temporaire. Si ce type de configuration spécifique peut se retrouver ailleurs, c'est plutôt dans des situations de décolonisation, avec présence de lutte armée, ou en Amérique latine dans les cas de victoire de la révolution (Cuba, Nicaragua). Mais dans ces pays, le mouvement armé s'est transformé généralement en un parti-État. Seuls certains pays d'Afrique australe (Mozambique, Angola, voire Afrique du sud) ont connu récemment des processus de démocratisation et de négociation de la fin d'un conflit interne, où des organisations insurgées sont devenues des partis politiques obtenant des résultats significatifs dans un cadre pluraliste et compétitif<sup>13</sup>. L'héritage de la période de la lutte armée, qui a structuré l'organisation, constitue ainsi un élément très important au sein du nouveau parti, à la fois dans ses références, militantes et idéologiques, et dans ses logiques de structuration interne.

Dans le cas du Salvador, cet héritage, très fort au moment de la constitution du parti, se combine également alors avec le fait que l'organisation est l'un des acteurs qui a participé à la résolution négociée du conflit, qu'elle est légitimée comme signataire de l'Accord de paix avant même de se transformer en parti et de participer aux élections. En effet, le FMLN était, pendant la période du conflit armé, une simple organisation de représentation de cinq groupes différents qui ont fait la lutte armée de manière coordonnée mais très autonome. Or c'est bien au nom de cette instance que les *comandantes* signent la paix avec le gouvernement. Et si les logiques de structuration selon des identités organisationnelles sont encore prégnantes au moment de la constitution du parti, elles vont progressivement se diluer, par la scission postérieure à l'élection de 1994 et par la volonté de la direction du parti de renforcer une dynamique unitaire. Les anciennes composantes du FMLN ont été dissoutes et fondues dans le nouveau parti, qui a été structuré rapidement en fonction de logiques majoritaires et non de logiques proportionnelles à l'importance des différents groupes pendant la lutte armée.

Les lignes de clivages internes au sein du parti prennent rapidement des options de type idéologique, traversant les anciennes identités organisationnelles. Entre 1997 et 2000, une forte opposition se fait jour entre « orthodoxes » et « rénovateurs ». Ces deux secteurs n'étant que partiellement formalisés en tendances, leur appellation correspond davantage à une pratique médiatique, et se cristallise sur des conflits entre personnes. Sur le plan idéologique, les deux courants sont séparés par la volonté de considérer le parti comme ouvertement socialiste, voire révolutionnaire, pour les « orthodoxes », comme social-démocrate pour les « rénovateurs ». Sur le plan tactique, les premiers sont plus disposés à rechercher des ouvertures au-delà du parti, en particulier vers le centre-gauche, alors que les seconds cherchent davantage à s'appuyer sur les mobilisations sociales.

Par ailleurs, si les pratiques et les relations héritées de la période de la guerre continuent à marquer la vie interne du parti, la généralisation de la compétition électorale et du pluralisme conduisent à certaines évolutions, comme l'investiture des candidats par les militants, la limitation du renouvellement des mandats électifs, l'introduction de quotas de représentation pour les femmes et pour les jeunes, favorisent l'émergence de cadres au sein du parti qui n'ont pas directement participé à la guérilla.

---

<sup>13</sup> Pour une comparaison de processus de transitions insurgées entre le Salvador et l'Afrique du Sud, cf. Elisabeth Wood, *Forging democracy from below*, op. cit. Pour une analyse des fins de conflit en Afrique australe, cf. Roland Marchal, Christine Messiant, *Les chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala, 1997. Dans un travail plus récent, Michel Cahen analyse l'évolution de la RENAMO de mouvement armé en parti politique, en particulier à travers le suivi de campagnes électorales, cf. Michel Cahen, *Les Bandits*, Paris, C. Gulbekian, 2002.



## 2. LE FMLN, ENTRE RETOUR DES HERITAGES DU PASSE ET DEFI DU RENOUVELLEMENT

Entre 1994 et 2003, le FMLN revendique avec succès la place de principale alternative politique à ARENA. Mais ce processus n'a pas été sans difficultés. Les tensions et les clivages qui traversent le FMLN ressurgissent ainsi périodiquement, à l'occasion des élections. La campagne, puis la défaite, lors du scrutin présidentiel de 2004 vont montrer le poids des héritages du passé, tant la violence rhétorique des discours électoraux a entretenu le retour aux références de la période de la lutte armée. Or cette résurgence des héritages du passé est d'autant plus délicate à gérer que le parti se situe à un moment important de son évolution, marqué par un passage de relais entre générations.

### *Les élections, moments de cristallisation des tensions internes*

Si les pratiques héritées de la guerre et de la clandestinité continuent à marquer en certains aspects les disputes internes du parti, elles entraînent également des effets paradoxaux : ayant fonctionné pendant toute la guerre avec une direction collégiale, représentant la diversité de ses composantes, le FMLN n'a jamais compté sur un chef incontestable, apte à représenter l'ensemble du mouvement. De ce fait, à la différence du FSLN au Nicaragua, et de la place incontournable occupée par Daniel Ortega, le FMLN ne compte pas sur un seul dirigeant, charismatique et incontesté, et se structure autour de figures plus ou moins importantes dont aucune n'exerce un ascendant sur l'ensemble du parti. Cette situation conduit à des tensions internes pour la préparation de l'élection présidentielle, comme en 1999, puis à nouveau en 2004, mais lui permet de retrouver son unité lors des scrutins de liste, comme les législatives et municipales de 1997, 2000 et 2003.

La très importante progression électorale du FMLN lors des élections législatives et municipales de 1997 ouvre, au sein du parti, les ambitions pour l'élection présidentielle de 1999. La procédure de sélection interne se révèle particulièrement chaotique, les disputes entre les dirigeants des deux tendances principales prévalant sur la discussion programmatique. Le résultat relativement décevant à l'élection présidentielle obtenu par Facundo Guardado, qui apparaît alors comme l'une des figures des « rénovateurs », est en grande partie explicable au regard des tensions internes du parti. Celles-ci se traduisent par le départ du parti, sur des bases individuelles, des principaux dirigeants modérés, à l'image de celle, déjà évoquée, du maire de San Salvador, Héctor Silva, et de 5 députés.

Pour la direction du FMLN, contrôlée par les « orthodoxes » depuis la défaite de Facundo Guardado, les résultats obtenus lors des élections législatives et municipales de 2000, puis de 2003 confirment leur orientation. À l'aune électorale, le parti ne semble pas pâtir des tensions internes, ni du départ de certains de ses dirigeants. Aux élections législatives de 2000, il dépasse ARENA en sièges, puis à celles de 2003, même s'il connaît une très légère régression, il la dépasse en nombre de voix, pour la première fois. Aux élections municipales, la perte d'une vingtaine de mairies de villes secondaires en 2003 est compensée par la large victoire à la mairie de San Salvador, et la reconduction des maires dans les principales villes. Par ailleurs, l'option plus modérée représentée par le *Centro Democrático Unido*, auquel s'est rallié Hector Silva, stagne au niveau électoral et ne parvient pas à concurrencer le FMLN.

Même si les scrutins de 2000 et 2003 sont marqués par une abstention forte, le FMLN interprète ces résultats comme autant de signes positifs. En vue des élections présidentielles de mars 2004, il se retrouve devant la difficulté de se choisir un candidat à la fois incontesté au niveau interne et qui puisse rallier un électorat plus large. Afin d'éviter une répétition de la chaotique sélection du candidat présidentiel de 1999, la direction du parti opte pour une procédure de choix qui sacrifie l'ouverture à la cohésion du parti. Le principe d'une élection primaire interne, réservée aux adhérents, est adopté. Mais la nécessaire acceptation des

candidatures à la primaire par l'instance de direction aboutit à écarter des figures qui ne proviennent pas directement du parti.

Au terme de cette première étape, seuls Shafick Hándal et Oscar Ortiz demeurent en lice. Moins institutionnalisé, moins polarisé, et plus serein qu'il ne l'avait été entre 1997 et 2000, le débat entre les candidats reflète un nouveau clivage qui émerge progressivement, et qui va marquer à terme une nouvelle étape de l'existence du parti. Shafick Hándal, 73 ans, a été secrétaire général du Parti communiste de 1970 à sa dissolution dans le FMLN après la signature de la paix. Pendant toute la période de la guerre, il apparaît comme l'un des plus hauts dirigeants du FMLN. Négociateur et signataire de l'Accord de paix, il échoue à l'élection municipale de San Salvador en 1994 puis est élu député en 1997, 2000 et 2003. Influent dans la direction du parti, il ne prend néanmoins pas part de façon visible au conflit entre « orthodoxes » et « rénovateurs ». Face à lui, Oscar Ortiz, 41 ans, maire depuis 2000 de Nueva San Salvador (l'ancienne Santa Tecla, capitale du département de La Libertad, 6<sup>ème</sup> ville du pays, intégrée à l'agglomération de la capitale), est très représentatif d'une nouvelle catégorie de dirigeants émergents au sein du FMLN, qui ont construit leur légitimité par les victoires électorales locales renouvelées et une gestion municipale à la fois transparente et efficace. Son action a été particulièrement saluée lors des violents tremblements de terre de 2001. Contre toute attente, Shafick Hándal ne l'emporte que d'une courte tête, par 55 % des mandats. Afin de démontrer une volonté d'ouverture et d'affirmer ses liens avec le mouvement social, l'ancienne guérilla choisit Guillermo Mata Benett, dirigeant du syndicat des médecins durant le long conflit dans le secteur de la santé, non membre du FMLN, comme candidat à la vice-présidence.

#### *L'élection présidentielle de 2004 et la résurgence des héritages de la guerre civile*

Très rapidement la campagne se polarise entre les deux principaux candidats. Bien que les campagnes électorales ne se caractérisent pas au Salvador par leur modération, celle de la présidentielle acquiert une agressivité particulière.

Fin 2003, les indications données par les sondages apparaissent comme contradictoires. Ils donnent un léger avantage à ARENA, tout en signalant le grand nombre d'indécis. La gestion du Président Francisco Flores, et plus largement d'ARENA, est très largement critiquée, mais la politique hyper-sécuritaire de lutte contre la délinquance y est approuvée. Le FMLN obtient un appui significatif, mais la candidature de Shafick Hándal suscite des opinions très contrastées. Tout au long de la campagne, les enquêtes d'opinion vont signaler que l'écart entre les deux candidats va aller grandissant en faveur de Tony Saca.

Le FMLN se présente sur une ligne générale assez modérée. Son programme de gouvernement, placé sous les auspices du Programme du millénaire des Nations unies, se caractérise par une grande prudence du point de vue socio-économique. Un rôle plus important doit être donné à l'État en matière sociale, mais c'est une conception régulatrice qui marque les orientations économiques. Les processus de privatisations en cours doivent être « gelés », mais aucune mesure de renationalisation des privatisations déjà réalisées n'est envisagée. L'investissement direct étranger est encouragé, ainsi que le rôle de l'entreprise privée. Les deux domaines sur lesquels les mesures apparaissent les plus radicales sont la question monétaire (fin de la dollarisation) et celui de la sécurité sociale (maintien du secteur public de la santé, du fait de la longue et récente mobilisation dans ce secteur contre la privatisation). Cette modération est également lexicale. De manière symptomatique, le vocabulaire propre au langage militant des années 1980 est écarté du programme, au profit de notions managériales de la bonne gouvernance. Le terme « *luchas* » n'apparaît que dans les passages consacrés à la perspective de genre, et les « *organizaciones populares* » sont devenues les « *organizaciones ciudadanas y populares* ».

Le FMLN déploie une importante campagne pour diffuser cette respectabilité à l'étranger. L'équipe de campagne réalise plusieurs voyages aux États-Unis pour y rencontrer à la fois ses réseaux militants et des responsables politiques et gouvernementaux. Shafick Hándal reçoit le soutien de plusieurs dirigeants de gauche latino-américains, dont Cuauhtémoc Cárdenas du PRD mexicain, qui participe à un meeting. Ces témoignages ne sont pas purement circonstanciels, ils ratifient le fait que le FMLN est devenu l'un des partis de la gauche latino-américaine à vocation de gouvernement. Ces appuis contrastent avec ceux qui étaient mis en avant lors des élections précédentes, davantage représentatifs d'une logique d'affrontement de guerre froide<sup>14</sup>.

Cette modération ne signifie pas pour autant que le FMLN atténue ses critiques à l'égard de la politique des États-Unis, mais celles-ci sont exprimées sur un répertoire nouveau. L'appui explicite du gouvernement salvadorien à la politique de Washington en Irak, et la décision d'envoyer un contingent de 380 soldats pour participer à la coalition internationale, font l'objet d'une condamnation de la part du FMLN, lequel annonce qu'en cas de victoire il décidera du rapatriement du contingent. Mais cette critique est portée au nom d'une référence à une nécessaire légalité internationale et d'une défense du multilatéralisme ; c'est la position des socialistes espagnols et du gouvernement hondurien qui sont mises en avant. Lors de la conclusion en décembre 2003 des négociations portant sur la création d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et les pays centraméricains (*CAUSA Free Trade Agreement*)<sup>15</sup>, le FMLN fait part de sa vive opposition. Ils signalent qu'en cas de victoire, ils demanderont une révision de l'accord. Mais là encore, si les dirigeants du parti critiquent la politique d'ouverture commerciale du gouvernement salvadorien et sa faible autonomie vis-à-vis de Washington, c'est en mettant en avant la plus grande capacité de négociation du gouvernement du Costa Rica<sup>16</sup>.

Les points de désaccord avec Washington en matière de politique internationale sont nombreux, et sur des thèmes plus anciens, comme les déclarations favorables au régime castriste ou au gouvernement d'Hugo Chávez, les positions du FMLN relèvent davantage d'une rhétorique anti-impérialiste traditionnelle.

Dans leur ensemble, les prises de positions sur les questions internationales ne contribuent pas à démarquer le FMLN, car elles suscitent globalement une indifférence au sein de la société salvadorienne. Elles contribuent cependant à nourrir chez les responsables nord-américains une aversion qui va rapidement devenir explicite. Les deux ambassadeurs successifs des États-Unis au Salvador font des déclarations particulièrement ambiguës sur l'attitude de leur pays en cas de victoire du FMLN. Dès la mi-juin 2003, Rose Linkins prévient qu'un succès du FMLN signifierait une baisse des investissements nord-américains. Elle évoque les liens entretenus par le passé entre l'ancienne guérilla et des mouvements placés par le gouvernement nord-américain sur la liste des organisations terroristes, ou avec

<sup>14</sup> Pendant la guerre civile, le FMLN comptait, au niveau international, à la fois sur l'appui de certains pays (en particulier le Nicaragua et Cuba), sur l'ensemble des comités de soutien et sur une présence importante au sein de l'Internationale socialiste, à travers la figure de Guillermo Ungo, dirigeant du MNR, petit parti social-démocrate allié au FMLN. Après la signature de la paix, les héritiers du MNR, qui ont conservé leur affiliation à l'IS, n'ont pas rejoint le FMLN. Ce dernier n'a comme seule affiliation internationale que son appartenance à la COPPPAL, la structure créée par le PRI mexicain et d'autres partis nationaux-populistes pour appuyer les mouvements révolutionnaires centraméricains. Le FMLN participe par ailleurs au *Foro de São Paulo*, dont il a accueilli la 6<sup>e</sup> rencontre en juillet 1996.

<sup>15</sup> L'accord de libre échange entre les États-Unis et les cinq pays d'Amérique centrale se traduit par l'élimination de droits de douane pour 80 % des produits échangés. En vertu de plusieurs accords préférentiels, mis en place lors de la période du conflit, 80 % des produits des pays centraméricains entrent déjà aux États-Unis libres de droits. En 2003, les exportations des États-Unis vers les cinq pays d'Amérique centrale s'élèvent à 10,9 milliards de dollars, soit 20 % des exportations vers l'ensemble de l'Amérique latine, Mexique exclu.

<sup>16</sup> Peu avant l'accord final, le gouvernement du Costa Rica se retire des négociations, et obtient des délais supplémentaires pour l'ouverture des marchés des télécommunications, des assurances et de l'électricité.

les régimes cubain, chinois et vietnamien. Son successeur à partir de novembre, Douglas Barclay, affirme, sur un registre moins militant, qu'il reconnaîtra le vainqueur de l'élection quel qu'il soit, comme si cela n'allait pas de soi. Lors de son déplacement au Salvador en février 2004, Roger Noriega, secrétaire d'État adjoint aux affaires hémisphériques, s'entretient avec les autres candidats, mais refuse de recevoir Shafick Hándal, et appelle à voter en faveur des formations qui « partagent notre vision, nos valeurs, et notre intérêt à approfondir et améliorer les relations entre nos pays ». Otto Reich, nommé depuis janvier 2003 conseiller spécial du Président pour les affaires hémisphériques, fait plusieurs déclarations dans le même sens, en affirmant que Washington ne pourra avoir les mêmes relations de confiance avec un gouvernement qui ne partagerait pas sa vision en matière de lutte contre le terrorisme et qui soutiendrait des régimes anti-américains. Une semaine avant l'élection, il affirme qu'une victoire du FMLN aurait des conséquences sur les relations économiques, commerciales et migratoires entre les deux pays. Le 17 mars, dans un discours au Congrès, le représentant républicain Tom Tancredo (Colorado) réclame en cas de victoire du FMLN une révision drastique de la législation en matière d'octroi de visas de travail temporaires<sup>17</sup> et un contrôle sur les transferts familiaux.

Or ce n'est pas tant les prises de positions de responsables politiques nord-américains, connus pour leur alignement ultra-conservateur, qui vont avoir un effet sur le vote, même si elles sont largement médiatisées au Salvador, que la voie qu'elles offrent aux dirigeants d'ARENA. La campagne de Tony Saca est orientée sur les dangers représentés par une victoire du FMLN, en particulier sur la question spécifique des transferts familiaux (les « *remesas* ») depuis les États-Unis<sup>18</sup>. Des spots télévisés, amplement diffusés, mettent en scène une conversation téléphonique entre un couple et leur fils, installé aux États-Unis, dans lequel ce dernier annonce qu'en cas de victoire du FMLN, il sera expulsé du pays et ne pourra plus envoyer l'argent qu'il épargne pour sa famille. S'il est difficile d'estimer leur impact exact sur l'élection, il est certain que ces messages rencontrent un succès d'autant plus considérable que les « *remesas* » sont devenues la principale source de revenus des populations les plus défavorisées<sup>19</sup>. Cette campagne se double de nombreuses attaques personnelles contre Shafick Hándal, son âge, sa personnalité supposée dogmatique, autoritaire et intolérante, ses longues responsabilités passées au sein du Parti communiste.

La direction du FMLN rencontre des difficultés à répondre à ces attaques autrement que par l'invective et l'agressivité, et la campagne prend très rapidement un ton très dur, où émerge le répertoire de l'affrontement qui avait été celui des années de la guerre civile. Les

<sup>17</sup> Le Salvador, comme d'autres pays d'Amérique centrale, a bénéficié de conditions dérogatoires pour les conditions des séjours de ses nationaux aux États-Unis pendant toute la période de la guerre civile. Révisées à l'occasion de la fin du conflit, ces dispositions ont été prolongées jusqu'à la fin 1994, sous l'appellation de « *Temporary Protected Status (TPS)* », mesure transitoire de 18 mois destinée généralement aux ressortissants de pays en guerre ou souffrant de situations exceptionnelles. Près de 180 000 Salvadoriens ont alors obtenu des permis de séjours temporaires. Depuis mars 2001, une nouvelle période de TPS a été ouverte, officiellement pour aider les efforts de reconstruction du pays à la suite du tremblement de terre de janvier 2001. La mesure a été reconduite en septembre 2003 et demeure valable jusqu'en mars 2005. 300 000 Salvadoriens en bénéficient actuellement. Le nombre d'immigrants salvadoriens entrant légalement aux États-Unis est de 30 000 par an, soit en 2002 le 6<sup>ème</sup> contingent national, et le deuxième latino-américain après le Mexique (chiffres du service du recensement des États-Unis, consultables sur [www.census.gov](http://www.census.gov)). Le nombre de Salvadoriens vivant aux États-Unis est estimé à environ 2 millions, en y incluant les illégaux.

<sup>18</sup> Les transferts familiaux vers le Salvador sont devenus une des principales ressources financières du pays. Ils représentent 2,1 milliards de dollars en 2003, soit un chiffre équivalent à 14 % du PIB, 67 % des exportations, ou 80 % des investissements directs étrangers. Ce flux de devises a doublé depuis 1996, alors même que le PIB a connu une croissance moyenne annuelle de 2,5 % sur cette période. (Statistiques du *Banco central de la República* in [www.bcr.gob.sv](http://www.bcr.gob.sv))

<sup>19</sup> Selon une étude de la BID, 28 % de la population adulte au Salvador recevrait régulièrement de l'argent par ce biais, soit la proportion la plus importante dans la région.

deux camps évoquent sans retenue les figures tutélaires et la rhétorique de la période de l'affrontement armé. Visant le contrôle des grands journaux du pays par des groupes privés, Shafick Hándal s'emporte violemment contre des journalistes qui ont critiqué sa campagne. Distanté dans les sondages, il adopte un discours dans lequel se mêle la martyrologie face aux attaques et un ton triomphaliste, dans lequel la victoire dès le premier tour ne fait plus de doute, sur un registre qui rappelle celui de la direction militaire du FMLN à l'occasion des grandes offensives, en particulier celle de novembre 1989. ARENA clôt sa campagne par un grand meeting dans le stade de San Salvador, pendant lequel sont retransmis les discours vindicatifs de Roberto d'Aubuisson<sup>20</sup> pendant la guerre.

Le registre lexical des attaques contre l'un ou l'autre bord reprennent les antiennes de la période de la guerre : les « *rojos malnacidos* » affrontent les « *areneros escuadroneros* »<sup>21</sup>. La saisie par la police d'un chargement d'armes en provenance du Brésil fait l'objet de récriminations réciproques. Les dirigeants d'ARENA accusent le maire FMLN de l'une des villes de l'agglomération de San Salvador d'en être le destinataire, laissant ainsi penser que l'ancienne guérilla veut armer ses partisans. La polémique ne cessera pas lorsqu'un propriétaire d'un arsenal commercial, proche d'ARENA, reconnaîtra tardivement qu'elles lui étaient destinées.

Dans un contexte aussi polarisé, l'écart entre les deux candidats lors de la proclamation des résultats ne fait que renforcer les animosités réciproques. Lors du meeting d'ARENA le soir de l'élection, les militants crient « *Tiemblen, comunistas !* » et reprennent l'hymne du parti, dans lequel il est dit que le Salvador sera la tombe des communistes. Au même moment, Shafick Hándal refuse de reconnaître la victoire de son adversaire, en affirmant que l'élection est entachée de fraude, et qu'il opposera une résistance sans trêve au nouveau gouvernement. Quelques jours plus tard, il demande aux députés et maires de son parti de ne pas participer à la cérémonie d'investiture du nouveau Président pour manifester l'illégitimité de son élection.

Malgré la progressive bipolarisation de la vie partisane salvadorienne depuis 1994, et la vivacité des campagnes électorales précédentes, l'affrontement entre les deux partis n'avait jusque là jamais pris une telle dimension ; il se déroule dans une virulence qui n'est pas sans mettre en péril la fragile consolidation démocratique du pays, en dépit d'une participation électorale massive. Cette situation a deux conséquences immédiates, qui ont plus profité à ARENA. La mobilisation du répertoire du conflit armé renvoie à une période qu'une part très significative des électeurs de moins de 30 ans n'ont pas connu. En choisissant la candidature d'un dirigeant historique de la guérilla, en ne sachant pas répondre aux attaques dont il était l'objet autrement que par la rhétorique de la lutte armée, en se refermant sur lui-même à l'issue de la défaite, le FMLN semblait s'inscrire dans une histoire récente, mais passée. Ainsi, Shafick Hándal a dédié son vote à la mémoire de M<sup>gr</sup> Romero. Autant il est essentiel de comprendre cette figure pour analyser les clivages qui traversent la société salvadorienne au début de la guerre civile<sup>22</sup>, autant il n'est pas évident qu'elle soit aussi mobilisatrice près d'un

<sup>20</sup> Ancien officier, Roberto d'Aubuisson a dirigé au début des années 1980 les groupes au sein de l'armée qui ont eu recours à la violence paramilitaire pour s'opposer à la contestation politique et sociale. Figure visible des Escadrons de la mort, il intervenait à la télévision ou à la radio pour nommer ceux qu'il fallait éliminer. Éloigné temporairement du pays, il rallie une grande partie des propriétaires terriens à l'idée de créer un parti, ARENA, sur une ligne nationaliste et anti-communiste très virulente, dont il sera le premier président. Président de l'Assemblée constituante (1982-1984), il est candidat à la présidentielle de 1984. À la fin des années 1980, il est marginalisé de la direction d'ARENA par les groupes les plus modernistes, mais demeure la figure tutélaire et symbolique du parti, en particulier au sein des militants. Il meurt de maladie en 1992.

<sup>21</sup> Les qualificatifs pouvant être respectivement traduits par « rouges bâtards » et « membres d'ARENA, membres des escadrons (de la mort) ».

<sup>22</sup> L'ancien archevêque de la capitale a été la figure de proue de l'engagement de la hiérarchie catholique dans la lutte contre le régime militaire antérieur à 1979, contre les exactions commises par l'armée et pour la défense des Droits de l'Homme. Son assassinat en mars 1980 par les escadrons de la mort marque le moment le

quart de siècle après son assassinat. De plus, la référence à la violence armée ne renvoie pas seulement à une période de la guerre civile, désormais révolue ; elle évoque directement le climat de violence « quotidienne » et de criminalité qui se développe dans le pays depuis plusieurs années, en particulier à travers les « *maras* », bandes organisées de jeunes pratiquant un degré de violence très élevé. Or, même si elle est critiquée, la politique sécuritaire du gouvernement en la matière rencontre un important soutien au sein de la population.

### *Perspectives contrastées pour un parti appelé à un important renouvellement*

L'ampleur de la défaite est indéniable. Mais si l'ancienne guérilla a bien été battue, ses résultats électoraux ne constituent pas une déroute pour autant. Shafick Hándal obtient un résultat conforme à l'électorat du FMLN. Ce résultat est d'autant plus appréciable qu'il se réalise dans un contexte de hausse très significative de la participation, le nombre total de votants passant de 1 400 000 en 2003 à 2 230 000 un an plus tard. La proportion de la progression entre le vote pour le FMLN aux législatives et celui pour Shafick Hándal est même légèrement supérieure à l'augmentation de la participation, montrant que le FMLN est capable de rallier une proportion significative de l'électorat qui ne s'était pas déplacé pour voter précédemment. La victoire de Tony Saca s'explique ainsi par une plus forte capacité d'attraction de l'électorat qui est le moins porté à la participation plus que par un déclin du vote en faveur du FMLN. Ce facteur peut d'ailleurs se révéler à terme plus favorable à l'ancienne guérilla, qui a montré sa capacité à conserver des assises électorales plus militantes et convaincues. Au contraire, l'électorat qui s'est porté sur Tony Saca se révèle plus hétérogène, et moins politisé, et n'augure en rien d'un report de voix vers ARENA à l'occasion des futurs scrutins législatifs et municipaux à venir (2006)<sup>23</sup>.

Une étude plus précise de la répartition du vote pour Shafick Hándal montre qu'elle est d'ailleurs légèrement différente de celle pour le FMLN aux législatives, reflétant à sa manière le retour des thématiques liées au conflit armé. Au niveau municipal, il obtient ses meilleurs scores (parfois plus de 60 % des voix) dans certains des villages où la guérilla avait été présente pendant la guerre civile, en particulier dans le Chalatenango. Au niveau départemental, il obtient son meilleur résultat dans le département de San Salvador, où il rallie 41,2 %, résultat là encore comparable à celui des élections précédentes. Pourtant son électorat y a une composante un peu plus populaire que celui du FMLN un an plus tôt. Dans toutes les villes de la périphérie populaire de San Salvador détenues par le FMLN, la progression de voix entre 2003 et 2004 est nettement supérieure à la moyenne. Dans trois d'entre elles, le candidat du FMLN dépasse même celui d'ARENA. Par contre, dans la capitale, Shafick Hándal obtient seulement 38,4 % des voix contre 54,5 % à son rival, reflétant pratiquement le résultat national. La progression relative par rapport à 2003 y est inférieure à la moyenne nationale, comme cela est le cas également dans les principales villes de province, où les victoires du FMLN aux municipales reposent davantage sur des alliances locales et sur un électorat plus composite.

Davantage que ses résultats électoraux, c'est sa difficulté à accepter publiquement la victoire du candidat d'ARENA qui témoigne des secousses internes qui le traversent. En se tenant à une ligne dans laquelle la seule explication de la défaite est la fraude et la seule solution l'annulation de l'élection, le parti semble se placer d'emblée dans une position extra-institutionnelle. Face à ce discours intransigeant, plusieurs voix, dont celles d'Oscar Ortiz et

---

plus fort de la répression, et légitime aux yeux de nombreux dirigeants de la gauche leur engagement dans la lutte armée.

<sup>23</sup> Cette déperdition des voix entre élection présidentielle et élection législative est d'ailleurs une constante, comme le montre une comparaison des tableaux 1 et 2, puisque depuis 1994, ARENA obtient autour de 50% des voix aux différentes présidentielles, et seulement autour de 35% aux législatives.

de Carlos Rivas Zamora, plaident pour une rénovation de la direction du parti, une acceptation publique de la défaite et un débat interne sur les raisons de celles-ci. À l'occasion d'une convention extraordinaire, les affrontements internes entre partisans et adversaires du candidat battu sont très vives. La direction orthodoxe fait bloc derrière le candidat battu, et impose une ligne dans laquelle nulle expression critique n'est acceptée. Les affrontements de rue lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai et l'occupation temporaire de la Cathédrale de San Salvador sont interprétées par les adversaires du parti comme autant de signes d'un raidissement du FMLN. Mais elles doivent plutôt être analysées comme l'expression d'une frustration évidente à l'aune de l'attente triomphale de la victoire. Elles signalent également combien le parti se trouve dans un moment critique de renouvellement de ses cadres dirigeants, puisqu'à la génération de ceux qui ont exercé des responsabilités militaires pendant la lutte armée, et qui dirigent aujourd'hui l'organisation et son groupe parlementaire, succède celle de responsables formés et légitimés par leur rôle en tant qu'élus locaux, à la tête de municipalités importantes. Après le temps nécessaire à l'apaisement de la défaite et bien que le FMLN se caractérise par une vie interne particulièrement agitée, cette succession pourrait toutefois se dérouler de manière assez apaisée. En effet, la génération des élus locaux ne se distingue pas de son aînée par une opposition idéologique forte, mais par une conception de l'exercice du pouvoir et de la politique plus pragmatique et réaliste.

Au-delà des événements circonstanciés liés à la défaite lors de la présidentielle, les débats actuels au sein du parti reflètent plus largement une mutation importante dans la composition du FMLN et dans la place qu'il occupe au sein de la société salvadorienne. Sa réussite électorale, exemplaire pour un parti issu de la guérilla, même s'il n'est pas parvenu au pouvoir exécutif, a reposé en grande partie sur sa capacité à se déconnecter du contexte particulier de sa genèse en tant que parti, et à s'inscrire d'emblée dans la temporalité de l'après-guerre. En renouvelant ses structures, son organisation, ses références, le parti a assimilé l'héritage de la période de la lutte armée, bien que celui-ci perdure à travers certains aspects. L'affrontement interne entre orthodoxes et rénovateurs entre 1997 et 2000, l'émergence de nouveaux cadres dirigeants, l'évolution de son contenu programmatique témoignent de cette évolution. Le contexte de l'élection présidentielle de 2004 a montré que ce processus n'est pas linéaire et que dans des conjonctures critiques, le parti peut retrouver les rhétoriques et les modes de fonctionnement interne qui prévalaient pendant la guerre civile où l'objectif de la victoire révolutionnaire subsumait toute autre revendication et discussion. Cette situation est d'autant plus critique qu'elle s'inscrit dans un moment de renouvellement interne important. Les expériences récentes du PT brésilien, du PRD mexicain, ou du *Frente Amplio* en Uruguay ont montré combien se révèlent stratégiques pour l'avenir les moments de renouvellement des références et des dirigeants qui ont construit les succès initiaux des partis de gauche à vocation de gouvernement.